

## 2017\_CT2\_579

### **OBJET : Aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT - AVIS - Approbation de la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Venelles – Site Font Trompette**

---

Le 7 décembre 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 1<sup>er</sup> décembre 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents** : JOISSAINS MASINI Maryse – AMEN Mireille – ARDHUIN Philippe – BALDO Edouard – BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOUVET Jean-Pierre – BOULAN Michel – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CORNO Jean-François – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – FABRE-AUBRESPY Hervé – FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUEIX Roger – JOISSAINS Sophie – LAFON Henri – LENFANT Gaëlle – LHEN Hélène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MEÏ Roger – MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane – PERRIN Jean-Marc – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROLANDO Christian – SALOMON Monique – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – TERME Françoise

**Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales** : ALBERT Guy donne pouvoir à FREGEAC Olivier – ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AMAROUCHE Annie donne pouvoir à LAFON Henri – AMIEL Michel donne pouvoir à CALAFAT Roxane – AUGÉY Dominique donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – BACHI Abbassia donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – BENKACI Moussa donne pouvoir à BOUDON Jacques – CHAZEAU Maurice donne pouvoir à BONTHOUX Odile – CRISTIANI Georges donne pouvoir à MARTIN Régis – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – DELAVET Christian donne pouvoir à CESARI Martine – DEVESA Brigitte donne pouvoir à BOUVET Jean-Pierre – DI CARO Sylvaine donne pouvoir à GALLESE Alexandre – FILIPPI Claude donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – MALAUZAT Irène donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à MORBELLI Pascale – NERINI Nathalie donne pouvoir à MENFI Jeannot – PELLENC Roger donne pouvoir à DAGORNE Robert – PRIMO Yveline donne pouvoir à MEÏ Roger – ROUVIER Catherine donne pouvoir à BOYER Raoul – SERRUS Jean-Pierre donne pouvoir à CHARRIN Philippe – SLISSA Monique donne pouvoir à BUCCI Dominique – SUSINI Jules donne pouvoir à PAOLI Stéphane – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à ROLANDO Christian

**Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir** : BURLE Christian – CANAL Jean-Louis – CIOT Jean-David – FERAUD Jean-Claude – GARELLA Jean-Brice – GERARD Jacky – GOURNES Jean-Pascal – JOUVE Mireille – LEGIER Michel – PEREZ Fabien – PIZOT Roger – PROVITINA-JABET Valérie – YDE Marcel

**Secrétaire de séance** : Roxane CALAFAT

**Monsieur Frédéric GUINIERI** donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_579- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017
---

**RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX**

**Aménagement du territoire  
Prospective et aménagement de l'espace / SCOT**

■ Séance du 7 décembre 2017

**03\_1\_02**

■ **Approbation de la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Venelles – Site Font Trompette**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

## RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

### Urbanisme et Aménagement

#### ■ Séance du 14 Décembre 2017

5266

#### ■ Approbation de la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'EPF PACA et la Commune de Venelles – Site Font Trompette

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Font Trompette » situé au Nord de la Commune de Venelles, bordé par la RD96, a déjà fait l'objet en 2007 d'une convention d'anticipation foncière entre la Commune de Venelles, l'EPF PACA et le Territoire du Pays d'Aix, laquelle arrive à terme le 31 décembre 2017.

Ce secteur, d'une superficie d'environ 40 ha, représente un espace de développement stratégique pour la Commune afin de répondre aux besoins en logement de la population, tout en favorisant une mixité urbaine et sociale. Il a d'ailleurs fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) en 2007 dont le périmètre a été renouvelé par arrêté préfectoral du 3 juin 2016.

Sur le secteur, la Commune de Venelles a validé une programmation s'intégrant dans les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme prévoyant la réalisation, en trois phases, d'environ 550 logements dont 220 logements locatifs sociaux, accompagnés par la création d'équipements publics structurants, notamment un groupe scolaire et des infrastructures routières. Cette opération est également identifiée dans le Contrat de Mixité Sociale signé entre la Commune, l'État et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20171207-2017\_CT2\_579-  
DE  
Date de télétransmission : 19/12/2017  
Date de réception préfecture : 19/12/2017

Ainsi, afin que l'opérateur foncier puisse poursuivre les acquisitions foncières nécessaires dans le cadre du projet global de Font Trompette, il est proposé de conclure une nouvelle convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'Établissement Public Foncier PACA et la Commune de Venelles, sur le périmètre susvisé.

Cette démarche conventionnelle est conduite en application des principes suivants : la Commune assure le pilotage de l'opération d'aménagement, l'EPF PACA et la Métropole intervenant en appui technique et en ingénierie. L'EPF PACA conduit les démarches d'acquisition des terrains et la Métropole se porte caution pour le rachat éventuel des tènements fonciers.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2022. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 7 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que l'EPF PACA poursuive sa mission foncière sur le secteur dit « Font Trompette » à Venelles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Venelles sur le secteur Font Trompette.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Pour enrôlement,  
Le Vice-Président Délégué  
Stratégie et Aménagement du Territoire,  
SCOT et Schémas d'urbanisme

Henri PONS



# CONVENTION D'INTERVENTION FONCIÈRE EN OPERATION D'ENSEMBLE

## SUR LE SITE « FONT TROMPETTE » EN PHASE RÉALISATION

Métropole Aix – Marseille - Provence

Territoire du Pays d'Aix

Commune de VENELLES

Département des Bouches-du-Rhône

La **Métropole Aix-Marseille-Provence** représentée par son Vice-Président, Monsieur Henri PONS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du 14 décembre 2017,

Désignée ci-après par «la Métropole»

La **commune de Venelles** représentée par son Maire, Monsieur Arnaud MERCIER, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du [REDACTED],

Désigné ci-après par «la Commune»

L'**Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur**, établissement d'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est à MARSEILLE (13 001) – Immeuble « Le Noailles », 62-64 La Canebière - représenté par sa Directrice Générale, Madame Claude BERTOLINO, nommée par arrêté ministériel du 15 juillet 2013 et agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° [REDACTED] en date du [REDACTED],

Désigné ci-après par les initiales «EPF PACA»

## Sommaire

Préambule .....	3
Article 1 – Objet et définition de l'intervention .....	5
Article 2 - Rôle des partenaires .....	5
L'EPF PACA .....	5
La commune de Venelles et la Métropole.....	5
La Commune.....	6
La Métropole .....	6
Article 3 – Périmètre(s) d'intervention .....	6
3.1. Evolution exceptionnelle du périmètre .....	6
Article 4 – Les études préalables .....	6
4.1 Études urbaines de pré-projets : .....	6
4.2 Les études foncières et techniques : .....	7
4.3 Frais d'études.....	7
Article 5 – La démarche d'acquisition.....	7
Article 6 – La démarche de cession .....	8
6.1. Cession à un opérateur : .....	8
6.2. Conditions juridiques de la cession : .....	9
6.3- Modalités de suivi du projet après cession : .....	9
Article 7 – Mise en œuvre de la phase réalisation .....	9
Article 8 – Les données numériques .....	10
Article 9 – Mise en place d'un dispositif de suivi de la convention.....	10
Article 10 – Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF PACA .....	10
Article 11 – Communication.....	11
Article 12 –Modalités de reprise des dépenses au titre de la précédente convention.....	11
Article 13 – Montant de la convention .....	12
Article 14 – Durée de la convention .....	12
Article 15 – Détermination du prix de cession .....	12
Article 16 – Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours .....	12
16.1. Cas de la résiliation ou de la caducité de la convention .....	12
Article 17 – Contentieux .....	12
Article 18 – Annexes.....	13
<b>Annexes</b> .....	14
Annexe n°1 - Plan de situation du périmètre d'intervention .....	15
Annexe n°2 - Modalités de gestion des immeubles acquis par L'EPF PACA.....	16
Annexe n°3 - Modalités de reprise des dépenses au titre de la précédente convention .....	21
Annexe n°4 - Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF PACA et remboursement des débours.....	22

## Préambule

L'EPF PACA, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions.

Sur le plan institutionnel, la loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014 a engendré la création, le 1er janvier 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'objectif principal et les principes généraux qui guident le Partenariat EPF - Communes – Métropole est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités.

Dans ce cadre, l'ex Communauté du Pays d'Aix et la commune de Venelles ont signé avec l'Etablissement Public Foncier (EPF PACA) une convention d'anticipation foncière en 2007 afin que ce dernier acquière les terrains présentant un intérêt stratégique sur le site de Font-Trompette.

Ce dispositif a permis à l'EPF PACA de procéder à l'acquisition d'environ 20 ha au cœur d'une emprise globale d'environ 37 hectares couverte par une zone d'aménagement différé renouvelée le 3 juin 2016 pour une durée de 6 ans.

Aussi, la présente convention doit permettre de poursuivre l'action de l'EPF PACA sur ce site.

La commune de Venelles qui regroupe 8.580 habitants au 1er janvier 2014 se situe au nord-est d'Aix-en-Provence et est traversée par l'A51 longeant la Vallée de la Durance et reliant la commune de Venelles aux principaux pôles d'emploi d'Aix-en-Provence et Marseille. La commune de Venelles étant bien équipée et disposant d'une offre de services conséquente, cette proximité lui confère un fort caractère résidentiel.

Elle constitue un pôle structurant du Pays d'Aix, mais le parc de logements est trop peu diversifié et l'offre de logements aidés est faible et inégalement répartie. On recense en particulier une demande forte chez les jeunes et les petits ménages.

Elle compte un taux de de logements sociaux de 5,27%, à ce titre, la commune de Venelles a fait l'objet d'un arrêté préfectoral prononçant la carence.

Aussi, dans le cadre de son développement territorial, la commune de Venelles a souhaité définir les orientations d'aménagement du site de Font Trompette qui se trouve au nord de la Commune, en limite de son urbanisation. Il est bordé à l'est et au nord par la route de Pertuis (RD96). La route départementale RD62-F coupe le site entre les secteurs de la Brianne et Font-Trompette.

La commune de Venelles a pour objectif essentiel de répondre aux besoins en logement de la population, tout en favorisant la mixité urbaine et sociale. Le projet doit permettre la continuité avec le bourg tout en apportant des réponses aux différentes contraintes physiques du site : topographie marquée, phénomène de ruissellement, présence de gypse, existence de zones protégées (ZNIEFF et EBC).

Aussi, la programmation qui s'inscrit dans le contrat de mixité sociale signé par la commune de Venelles le 31 Août 2016 prévoit ainsi sur ce site 550 logements répartis en trois tranches comprenant 220 LLS, des équipements publics structurants (Groupe Scolaire, infrastructures, participation à la reconstruction de la station d'épuration).

Dans le prolongement de ce partenariat qui prend fin le 31 décembre 2017, et afin de conduire les dernières acquisitions foncières sur environ 4 ha nécessaires au projet global, la commune de Venelles en lien avec la Métropole sollicite aujourd'hui l'EPF PACA pour une mission d'intervention foncière en phase réalisation sur ce site.

Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_579- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017
---

Cette intervention s'inscrit dans le 2e axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Intervention de l'EPF PACA 2016-2020:

« Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes d'espace ».

**Cela exposé, il est convenu ce qui suit**

## Article 1 – Objet et définition de l'intervention

L'EPF PACA réalise toutes les acquisitions foncières et immobilières dans le cadre de projets conduits par les instances précitées et pour réaliser, ou faire réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur, au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, des biens fonciers ou immobiliers acquis sur le périmètre de la Région Provence Alpes Côte d'Azur. Ces actions sont conformes aux conditions d'intervention contenues dans son Programme Pluriannuel d'interventions en vigueur.

En conséquence, la commune de Venelles et la Métropole confient à l'EPF PACA **dans une mission de réalisation** sur les secteurs désignés à l'article n°3 de la présente convention dans l'objectif de réaliser des opérations d'ensemble de logements mixtes et d'activités.

## Article 2 - Rôle des partenaires

Les rôles respectifs des partenaires pour mettre en œuvre la présente convention sont synthétisés ci-après.

### L'EPF PACA

- réalisera toute étude nécessaire à la connaissance du (des) site(s) (référentiel foncier, dureté foncière, analyse juridique, étude de sols...),
- proposera toute évolution réglementaire permettant de favoriser l'atteinte des objectifs (périmètres de DPU ou DPU renforcé, emplacements réservés mixité sociale, évolutions des règles d'urbanisme...),
- participera au comité de suivi dans les conditions définies à l'article 9 « Mise en place d'un dispositif de suivi de la convention »,
- mettra en œuvre les acquisitions foncières, selon les procédures décrites à l'article 5 « La démarche d'acquisition »,
- procédera à la remise en gestion des biens telle que définie à l'article 10 « Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF PACA »,
- procédera à la revente des fonciers aux opérateurs désignés selon les démarches présentées à l'article 6 « La démarche de cession »,
- produira annuellement un bilan des stocks au garant,
- proposera toute évolution utile de la présente convention.

### La commune de Venelles et la Métropole

- fourniront toutes les études réalisées avant la contractualisation de la présente convention,
- valideront conjointement les interventions de l'EPF PACA préalablement à la mise en œuvre des démarches de maîtrise foncière sur la base de la fiche d'aide à la décision établie par l'EPF PACA,
- valideront les modalités de cession des biens maîtrisés aux opérateurs désignés selon les démarches présentées à l'article 6 « La démarche de cession »,
- réuniront les comités de pilotage permettant d'évaluer l'état d'avancement des démarches engagées et valider les interventions en cours.

## La Commune

- assurera la gestion des biens,
- coordonnera, le cas échéant en lien avec la collectivité compétente en matière d'urbanisme et d'instruction des autorisations d'urbanisme les démarches et actions permettant d'aboutir à la réalisation desdits programmes, notamment sans que cette liste soit limitative, la gestion des droits de préemption et de priorité, des mises en demeure d'acquiescer au titre d'un emplacement réservé, l'adaptation de la réglementation d'urbanisme, l'instruction des autorisations d'urbanisme...

## La Métropole

- Garantira le rachat et le remboursement des débours en cas de non aboutissement des programmes ou de résiliation de la présente convention.

### Article 3 – Périmètre(s) d'intervention

Le périmètre d'intervention est défini en **annexe n°1** de la présente convention.

Ce périmètre concerne le secteur Font Trompette couvrant une superficie de 37,77 hectares, et situé sur la ZAD de Font Trompette renouvelée le 3 juin 2016 pour une durée de 6 ans.

Ces terrains se situent selon le PLU actuel en zonage 2AUb et UD.

#### 3.1. Evolution exceptionnelle du périmètre

A titre exceptionnel, si une acquisition ponctuelle permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs du projet se présente en dehors de ces périmètres, la décision de préemption ou l'acquisition amiable de l'EPF PACA avec délégation ou accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence après information de la commune de Venelles et sans modification des autres dispositions de la convention, vaudra évolution des périmètres.

### Article 4 – Les études préalables

#### 4.1 Études urbaines de pré-projets :

En fonction de la définition des projets, la Métropole en lien avec la commune de Venelles assurera la Maîtrise d'ouvrage de l'étude en fonction de leurs compétences et il s'agira essentiellement d'études de pré-projets, permettant de définir et valider :

- le périmètre opérationnel d'intervention publique,
- l'opération d'aménagement en termes de programme et de conditions de faisabilité technique et financière et de modalités d'intervention foncière,
- le programme qui répondra aux normes de développement durable définies par le Grenelle de l'environnement : économie d'espace, qualité architecturale des bâtiments, maîtrise de la consommation énergétique, densité optimisée, mixité sociale et fonctionnelle, préservation des espaces péri urbains,

Cette démarche se basera sur une méthode de diagnostic partagé, de définition de différents scénarii contrastés et de formalisation de la solution retenue et elle aboutira :

- à la formalisation d'un projet sur la base d'une étude comprenant le choix du parti d'aménagement, d'un pré programme prévisionnel, d'un pré bilan et l'évaluation des conditions juridiques et financières de mise en œuvre.
- à un phasage dans le temps des étapes de conception et de réalisation.

Pour les études de pré projets dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune de Venelles ou éventuellement la Métropole, l'EPF PACA pourra participer à hauteur de 50 % du coût des études dans la limite de 100 000 euros hors taxes.

La commune de Venelles ou la Métropole éventuellement en qualité de Maître d'ouvrage de l'étude versera directement les sommes dues aux prestataires retenus. L'EPF PACA s'acquittera de sa contribution auprès de la commune de Venelles ou la Métropole sur présentation de justificatifs, des états de dépenses relatifs au paiement du prestataire, mandatés, signés par l'ordonnateur et le Trésorier de la Métropole ou la Commune.

#### **4.2 Les études foncières et techniques :**

Pour l'accomplissement de sa mission l'EPF PACA pourra :

- faire réaliser des études pré opérationnelles,
- engager la démarche de référentiel foncier en vue d'établir un état des lieux (statut de propriété, occupation, ...) et de déterminer la dureté foncière du secteur d'étude,
- faire réaliser des études de sols et de dépollution.

L'EPF PACA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révélera nécessaire : géomètre, notaire, ingénierie d'études, huissier, avocat, officier ministériel, etc....

Il convient de préciser que des études urbaines ont déjà été engagées sur ce site pour définir des scénarii d'aménagement dans le cadre de la précédente convention.

#### **4.3 Frais d'études**

Les frais d'études pris en charge par l'EPF PACA seront :

- soit ré imputés sur le prix de cession dans le cas d'une revente à un opérateur,
- soit, en l'absence d'opérateur ou à défaut de mise en œuvre opérationnelle, remboursés par la Métropole dans leur intégralité.

#### **Article 5 – La démarche d'acquisition**

L'EPF PACA procédera, selon les cas, aux acquisitions par voie amiable, par exercice du droit de préemption délégué par la collectivité compétente (Commune ou EPCI) ou toutes délégations autorisées par les textes en vigueur, ou par déclaration d'utilité publique en vue de maîtriser la totalité de l'assiette foncière de l'opération envisagée.

**Il est précisé que l'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF PACA seront réalisées, à un prix dont le montant ne pourra pas excéder l'avis délivré par la Direction de l'Immobilier de l'État ou le cas échéant, au prix fixé par la Juridiction de l'Expropriation.**

Chaque acquisition fera l'objet d'un courrier (ou d'une décision) précisant l'accord préalable de la Métropole, après information du Maire de la Commune. **Cet accord permettra la mise en œuvre de la garantie de rachat prévue à l'article « Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours ».**

L'exercice du droit de préemption et du droit de priorité

Il est précisé que le périmètre Font Trompette dans son intégralité a fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Différé renouvelée le 3 juin 2016 au profit de la Commune, bénéficiaire du droit de préemption.

Toutefois, il convient de mentionner que la commune de Venelles a fait l'objet d'un arrêté de carence et ne peut à ce titre exercer le droit de préemption qui a été dévolu à l'Etat.

L'autorité compétente fera connaître sans délai suivant la réception de chaque DIA incluse dans un périmètre opérationnel identifié, celles auxquelles elle souhaite que l'EPF PACA donne suite par l'organisation d'une visite en présence du service des Domaines.

Le droit de priorité pourra également être délégué au cas par cas à l'EPF PACA en vertu des dispositions de l'article L.240-1 du code de l'urbanisme.

#### Déclaration d'utilité publique

L'autorité compétente s'engage par délibération de son Conseil à approuver le projet et à lancer une procédure de déclaration d'utilité publique dont le bénéficiaire sera l'EPF PACA.

À partir des éléments techniques et financiers et autres (plans, caractéristiques des ouvrages, étude d'impact...) fournis par la commune de Venelles ou la Métropole, l'EPF PACA constituera le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique qui devra être obtenu pendant la validité de la ZAD afin de bénéficier de la date de référence sous l'empire de l'ancien plan d'occupation des sols classant les parcelles en NA.

#### Article 6 – La démarche de cession

Au regard des besoins locaux en logements, la commune de Venelles et la Métropole veilleront à la bonne coordination du projet avec les opérations en cours ou à venir sur son territoire. Elles veilleront également au bon équilibre des participations respectives des opérations aux nouveaux équipements publics afin de rendre compatible la sortie opérationnelle des projets.

##### **6.1. Cession à un opérateur :**

L'EPF PACA assurera la revente des biens acquis à /aux (l') opérateur(s) dans le cadre de projets validés par la commune de Venelles conformément aux textes en vigueur :

##### **Cession avec consultation préalable**

Un cahier des charges de consultation sera établi en partenariat avec la commune de Venelles en lien avec la Métropole

Le choix de l'opérateur sera effectué conjointement par les représentants qualifiés de la Métropole, de la commune de Venelles et de l'EPF PACA.

Une promesse de vente interviendra alors entre l'opérateur retenu et l'EPF PACA.

##### **Cession directe à /aux opérateurs**

À la demande du représentant de la Métropole et du Maire de la commune, la cession directe à un aménageur ou à un opérateur n'est envisageable que pour les seuls cas autorisés par les textes en vigueur.

Dans cette hypothèse de désignation d'un aménageur ou d'un opérateur par la collectivité, celle-ci s'oblige à faire appliquer par l'aménageur ou l'opérateur qu'elle aura désigné les obligations prévues par la présente convention et notamment les éléments de programme validés ainsi que les clauses énumérées aux articles 6.2, 6.3 et 15 de la présente convention. Pour ce faire, elle s'engage à intégrer dans le traité de concession, ou par avenant le cas échéant, les objectifs et modalités d'intervention définis au titre de la présente convention.

## **6.2. Conditions juridiques de la cession :**

Selon les modalités fixées en annexe n°4, la revente fera l'objet de la réitération d'un avant contrat comportant le cahier des charges de cession définissant les objectifs du programme préalablement validé par la commune de Venelles après avis de la Métropole.

La cession des immeubles aura lieu par acte authentique au profit de l'acquéreur (la commune de Venelles ou la Métropole ou l'opérateur).

L'acquéreur prendra les immeubles, objet de la vente, dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance. Il jouira des servitudes actives et supportera celles passives.

Par effet de la revente d'un bien par l'EPF PACA, l'aménageur, l'opérateur désigné ou, à défaut, la collectivité compétente, acquiert également les droits et accessoires du bien.

Il est substitué de plein droit à l'EPF PACA, en demande comme en défense, dans toutes les instances pendantes et ce, devant toutes juridictions.

La signature des actes portant transfert de propriété avec l'acquéreur met fin au portage assuré par l'EPF PACA.

## **6.3- Modalités de suivi du projet après cession :**

Dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre par l'établissement en partenariat avec la commune de Venelles et la Métropole au titre de la présente convention, il est prévu, conformément aux dispositions du PPI 2016-2020, de rendre compte au Conseil d'Administration de l'EPF PACA des conditions de réalisation des projets ainsi initiés.

À ce titre, la commune de Venelles et la Métropole s'engagent à informer l'EPF PACA des conditions de mise en œuvre et de réalisation du programme tel que prévu par le cahier des charges de cession.

La commune de Venelles s'engage à transmettre à l'EPF PACA la copie de la déclaration de fin de chantier et du certificat de conformité des opérations cédées par l'EPF PACA. Le bailleur social s'engage à transmettre à l'EPF PACA le quitus donné par les services de l'Etat à l'achèvement de son opération de logement social.

Ces éléments permettront à l'EPF PACA de rendre compte au Conseil d'Administration.

## **Article 7 – Mise en œuvre de la phase réalisation**

L'EPF PACA pourra poursuivre une mission de maîtrise foncière complète sous réserve que la Métropole en lien avec la commune de Venelles en fonction de l'intérêt Métropolitain :

- valide un périmètre opérationnel et un projet d'ensemble d'intérêt général fondé en particulier sur la mixité sociale et fonctionnelle intégrant **40%** de logements aidés (logements locatifs sociaux au sens de l'article 55 de la loi SRU et accession sociale), sur des critères d'économie d'espace en terme de densité et de formes urbaines et de qualité environnementale tels que déclinés dans le Grenelle de l'environnement,
- approuve, par délibération du Conseil Municipal et/ou Métropolitain le projet, son pré-bilan et ses modalités de réalisation et :

- décide, si nécessaire, l'engagement par délibération de son Conseil Municipal – et/ou Métropolitain à approuver le projet et à lancer une procédure de déclaration d'utilité publique dont le bénéficiaire sera l'EPF PACA. À partir des éléments techniques et financiers et autres (plans, caractéristiques des ouvrages, étude d'impact...) fournis par la Commune, et/ou la Métropole, l'EPF PACA constituera le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique correspondant,
- approuve les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire et valide le montant financier nécessaire aux acquisitions, établi sur la base de l'estimation globale et sommaire des domaines. La garantie de rachat prévue à l'article « Mise en œuvre de la garantie de rachat » s'appliquera sur le montant des acquisitions et des frais annexes engagés.

## Article 8 – Les données numériques

La commune de Venelles et Métropole transmettront, dans la mesure de ses possibilités techniques, l'ensemble des données numérisées qui pourront être utiles à la réalisation de la mission de l'EPF PACA, telles que :

- Les données cadastrales (dans le cas où ces données seraient plus récentes que celles à disposition de l'EPF PACA),
- Les zonages du document d'urbanisme (PLU/SCOT/ ...), recollés au plan cadastral,
- Les zones réglementaires : PPRI/ environnementales/ ...

Le système d'information géographique de l'EPF PACA repose sur une solution ESRI.

De ce fait, toutes ces données doivent être livrées sous un format suivant :

- Shapefile (.shp)
- MapInfo (.mif, .mid, .tab)

Les données devront être livrées sous la projection géographique : RGF Lambert 93.

L'EPF PACA s'engage à remettre à Métropole une copie des documents ou analyses réalisés dans le cadre de la convention (référentiels fonciers, cartographies, ...) sous format numérique et les couches SIG correspondantes

## Article 9 – Mise en place d'un dispositif de suivi de la convention

Un comité de suivi co-animé par la Commune, la Métropole et l'EPF PACA assurera l'avancement des missions. Il facilitera la coordination des différents acteurs concernés et proposera les évolutions souhaitables du contenu de la mission. Il se réunira au moins une fois par an.

Un groupe technique associant les différents services des partenaires pourra se réunir pour assurer le suivi et préparer les dossiers soumis au comité de suivi.

## Article 10 – Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF PACA

L'EPF PACA n'ayant pas les moyens humains pour assurer la gestion courante de ses biens, ceux-ci seront systématiquement remis en gestion à la commune de Venelles lors de chaque acquisition. L'EPF PACA conservera ses obligations de propriétaire.

Toutefois la commune de Venelles en lien avec la Métropole et l'EPF PACA détermineront les biens dont l'établissement conservera exceptionnellement la gestion (cela concerne essentiellement la gestion de biens comportant des baux commerciaux qui nécessitent une gestion juridique particulière).

Les modalités de gestion sont définies à l'annexe n°2 qui sera dûment paraphée par les parties.

La commune de Venelles se verra transférer la gestion effective du bien dans le cadre d'un procès-verbal formel de remise en gestion contresigné par les deux parties, pour permettre à la commune de Venelles d'assurer la garde, le contrôle et la surveillance desdits biens au sens de l'article 1242 du Code civil.

La commune de Venelles s'engage à retourner l'un des deux procès-verbaux originaux de remise en gestion du bien signé, sous un délai maximum d'un mois à compter de sa signature.

La commune de Venelles ne doit en aucun cas permettre l'installation d'activités risquant de conférer la domanialité publique aux terrains acquis par l'EPF PACA.

Ainsi le bien dont la commune de Venelles a la gestion ne devra pas être affecté à l'usage direct du public, ni affecté à un service public avec aménagement indispensable à cet effet.

- Dans le cas exceptionnel où la commune de Venelles ne pourrait faire face à ses engagements de gestion des biens, et si l'EPF PACA ne peut absolument pas reprendre ladite gestion à sa charge par manque de moyens humains, ce dernier pourra désigner en accord avec la Commune, un délégataire dont les frais générés seront répercutés sur le prix de cession conformément aux dispositions du Programme Pluri-annuel d'Interventions de l'EPF PACA.

Sauf disposition contraire actée par un échange écrit entre l'EPF PACA et la Commune, les biens sont remis en gestion à la commune de Venelles dès que l'EPF PACA en a la pleine jouissance (autrement dit remise en gestion rétroactive au jour de l'entrée en jouissance) que ce soit pour les biens bâtis **libres de toute occupation** ou **occupés** et pour les biens non bâtis **libres de toute occupation** ou **occupés**.

L'envoi du procès-verbal de remise en gestion courante intervient postérieurement à la visite du bien en présence du ou des représentant (s) de l'EPF PACA et de la Commune. La visite du bien pourra avoir lieu le cas échéant avant l'acquisition dudit bien.

## Article 11 – Communication

La Métropole et la commune de Venelles s'engagent à faire état de l'intervention de l'EPF PACA sur tout document ou support relatif aux projets objets de la présente convention et notamment lors de toute communication sur les périmètres de projet faisant l'objet de l'intervention de l'EPF PACA. Elles s'engagent à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les immeubles ayant bénéficié d'une intervention de l'EPF PACA.

Par ailleurs, l'EPF PACA pourra apposer, pendant la durée du portage, en lien avec la politique de communication de la commune de Venelles et de l'EPF PACA (charte graphique,...), des panneaux d'information sur les terrains dont il se sera rendu propriétaire, et faire état de l'avancement de la présente convention sur tous supports.

## Article 12 —Modalités de reprise des dépenses au titre de la précédente convention

Les dépenses effectuées au titre de la convention cadre sur le périmètre du site « Font Trompette » sur la commune de Venelles sont reprises dans la présente convention.

Les montants des dépenses et leurs dates de réalisation seront donc pris en compte pour le calcul du prix de revient au moment de la cession.

À titre d'information, le détail de ces dépenses établi à la date du 6/07/2017 est précisé en **annexe n°3**.

Dès que la présente convention sera rendue exécutoire, l'EPF PACA adressera à la Métropole un état définitif des reprises.

### Article 13 – Montant de la convention

Le montant pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site est estimé à **7 000 000 (SEPT MILLIONS D'EUROS)** hors taxes et hors actualisation.

Ce montant représente, à titre indicatif, le montant prévisionnel, en prix de revient, des investissements de toutes natures nécessaires à la réalisation des missions de l'EPF PACA dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Il correspond au montant maximum et hors actualisation sur lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence en lien avec la commune de Venelles est engagée pour mener l'opération de maîtrise foncière à son terme

### Article 14 – Durée de la convention

La convention prendra fin le 31 décembre 2022 ; elle prendra effet à compter de sa date de signature, celle-ci intervenant après mise en œuvre des formalités de contrôle rendant exécutoire les délibérations autorisant la signature de la présente convention par chacune des parties. Cette durée pourra faire l'objet d'une prorogation par avenant si nécessaire.

La période de portage des immeubles acquis par l'EPF PACA et qui n'auraient pas fait l'objet d'une cession à un opérateur s'achève au terme de la convention.

### Article 15 – Détermination du prix de cession

Les modalités de détermination du prix de cession, ainsi que les modalités de paiement s'appliquent selon les modalités définies à l'**annexe n°4** conformément aux dispositions du Programme Pluri-annuel d'Interventions de l'EPF PACA.

### Article 16 – Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours

#### **16.1. Cas de la résiliation ou de la caducité de la convention**

La présente convention ne peut être résiliée que d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation ou en cas de caducité de la convention (sans renouvellement par avenant), l'EPF PACA produira un état récapitulatif de l'ensemble des dépenses réalisées et, le cas échéant, des recettes perçues, afin de déterminer le solde dû et/ou le montant du prix de cession des biens restant en stock et qui devront être rachetés par la collectivité garante. A noter que les modalités financières fixées au PPI s'appliquent (actualisation notamment). L'EPF PACA mettra alors en œuvre la garantie de rachat et de remboursement des débours auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera tenue de rembourser le solde dû et/ou de racheter les biens restant en stock au prix déterminé, et ce conformément au PPI, suivant la date d'effet de la décision de résiliation ou au plus tard à la date de caducité de la convention.

### Article 17 – Contentieux

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 18 – Annexes

Sont annexées au présent contrat :

- Annexe n°1 : Plan de situation du périmètre d'intervention
- Annexe n°2 : Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF PACA
- Annexe n°3 : Modalités de reprise des dépenses au titre de la précédente convention
- Annexe n°4 : Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF PACA

Ces annexes ont valeur contractuelle.

Fait à Marseille, le  
En xxx exemplaires originaux

Fait à ....., le (1)

**L'Etablissement Public Foncier  
Provence Alpes Côte d'Azur  
représenté par sa Directrice Générale**

**La commune de Venelles  
représentée par son Maire,**

**Claude BERTOLINO (2)**

**Arnaud MERCIER (2)**

Fait à ....., le (1)

**La Métropole Aix-Marseille-Provence  
représentée par son Vice-Président,  
Délégué à la Stratégie et l'Aménagement du  
territoire, SCOT et Schémas d'urbanisme**

**Henri PONS (2)**

(1) Signature à une date postérieure au contrôle de légalité de la délibération des Collectivités

(2) Parapher chaque bas de page

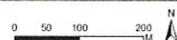
# Annexes

Annexe n°1 - Plan de situation du périmètre d'intervention

(13) COMMUNE DE VENELLES - Site Font Trompette : 37,77 ha



■ Périmètre Font Trompette : 37.77 ha



(Sources : IGN BD Cartho V3  
Mentions légales d'utilisation

## Annexe n°2 - Modalités de gestion des immeubles acquis par L'EPF PACA

### **Article I : OBJET DE LA REMISE EN GESTION**

La présente annexe a pour objet de définir les conditions et modalités de la remise en gestion à la commune de Venelles des biens immobiliers bâtis et non bâtis, libres ou occupés, acquis par l'EPF PACA pour le compte de la Commune, en application de la présente convention.

Il est précisé que, de façon conjointe avec la Commune, l'EPF PACA conservera la gestion de certains biens, et notamment s'agissant de baux commerciaux ou d'activités, qui nécessitent la conduite d'une procédure d'éviction commerciale ou de libération effective des locaux, lorsque cela est possible.

### **Article II : DUREE**

La gestion de chaque bien est conférée à la commune de Venelles à compter de l'entrée en jouissance par l'EPF PACA et jusqu'à la date :

- o de son rachat par l'opérateur désigné ou la collectivité.
- o ou de la notification de reprise dudit bien à l'initiative de l'EPF PACA, par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article III : PROCEDURE DE REMISE EN GESTION FORMELLE**

En vue d'une acquisition et/ou préalablement à chaque remise en gestion formelle d'un bien, il sera procédé à une visite contradictoire du (ou des) bien(s) devant être transféré(s), aux fins notamment d'établir un diagnostic technique du bien et de déterminer les interventions à la charge de l'EPF PACA. Lors de cette visite, il sera établi un procès-verbal de remise en gestion signé entre les deux parties qui mentionnera :

- la description du bien transféré comportant entre autres les objectifs et devenir du bien en fonction du projet,
- sa situation locative et d'occupation,
- les éventuelles interventions à réaliser par l'EPF PACA (murage des entrées, pose de panneaux de signalétique interdit au public, dangers divers, dégagement de responsabilité en cas d'accident etc),
- les éventuelles interventions à réaliser par la commune de Venelles (débroussaillage – sécurisation, entretien des panneaux de signalétique interdit au public posés par l'EPF PACA, s'assurer de l'efficacité des dispositifs sécurisant l'accès, vérifier l'état des clôtures et les réparer le cas échéant...)

### **Article IV : CHARGES ET CONDITIONS RELATIVES A L'ETAT DES BIENS LORS DE LA REMISE EN GESTION**

La commune de Venelles prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF PACA, à l'occasion de cette remise, d'interventions, remises en état ou réparations autres que celles précisées ci-après :

- pour les biens bâtis vacants, l'EPF PACA procédera à leur murage ou à leur démolition suivant le cas et conformément au contenu du procès-verbal de remise en gestion.
- pour les biens bâtis occupés, conformes aux conditions d'habitabilité, l'EPF PACA procédera, en sa qualité de propriétaire, aux travaux nécessaires et aux mises en sécurité, s'ils doivent continuer à être occupés.

Dans le cas inverse, si le logement ne respecte pas les normes d'habitabilité (logement dangereux ou indécemment ou insalubre) et préalablement à la remise en gestion du bien, la commune de Venelles actera d'un commun accord la réalisation de travaux de mises en sécurité (protocole travaux) ou le relogement du ou des occupants et le plus rapidement possible conformément à ses prérogatives en matière de relogement.

- pour les biens non bâtis, l'EPF PACA procédera, s'il y a lieu, à la pose de clôtures.

Durant la phase de réalisation des travaux à la charge de l'EPF PACA, ce dernier redeviendra de fait, gardien du bien.

Plus précisément, les travaux sont confiés par l'EPF PACA à des intervenants extérieurs dans le cadre de marchés pluriannuels. Les présents contrats conclus avec les intervenants extérieurs prévoient un transfert de la garde du bien durant les travaux à l'entreprise.

Dès l'achèvement des travaux, l'EPF PACA adresse à la commune de Venelles un courrier, précisant que les travaux ont été effectués et achevés et adosse les reportages photographiques ou les constats correspondants afin de ménager la preuve de l'achèvement.

#### **Article V : AFFECTATION ET OCCUPATION DES BIENS TRANSFERES PENDANT LA DUREE DU PORTAGE**

La commune de Venelles ne peut modifier, même temporairement, la destination des biens dont la gestion lui est transférée.

##### **1. *Gestion par la commune de Venelles des biens occupés légalement au jour de la remise en gestion :***

La remise en gestion d'un bien entrainera la substitution de la commune de Venelles dans tous les devoirs et obligations de l'EPF PACA vis-à-vis des locataires et occupants existants, la commune de Venelles faisant son affaire personnelle de la situation locative du bien.

Dès que la remise en gestion d'un bien sera intervenue, la commune de Venelles en informera les locataires et occupants.

Les dépôts de garantie sont versés sur un compte d'attente de l'EPF PACA, ils seront reversés aux occupants par l'EPF PACA conformément à la réglementation en vigueur.

Rapports avec les locataires et occupants :

La commune de Venelles veillera à la bonne exécution des baux d'habitation et conventions d'occupation précaire.

La commune de Venelles réalisera les états des lieux, procédera au quittancement des sommes dues et délivrera les congés.

La commune de Venelles percevra les loyers, redevances et toutes sommes dues au titre des baux d'habitation et conventions d'occupation précaire.

Pour tous les biens, la commune de Venelles est le seul interlocuteur qualifié des locataires et occupants pour toutes les actions relatives à la gestion des immeubles et leur donne la suite qu'elles comportent.

Si un locataire (d'un bien dont la commune de Venelles a la gestion locative) accuse un retard de paiement d'un seul mois de loyer, la commune de Venelles en informe l'EPF PACA dans les plus brefs délais et fera toute diligence (échanges amiables, mises en demeure par le Comptable Public de la Commune) aux fins de recouvrer le loyer non réglé.

Si un locataire accuse un retard de paiement de plusieurs mois de loyer, la commune de Venelles informera l'EPF PACA de la persistance des retards de paiement et des diligences effectuées par le Comptable Public de la commune de Venelles aux fins de recouvrement. Si les diligences amiables et précontentieuses effectuées par le Comptable Public de la commune de Venelles restent infructueuses, l'EPF PACA fera signifier au locataire, par huissier de Justice, un commandement de payer la dette locative. Si le commandement reste infructueux, l'EPF PACA engagera, devant le juge des référés, une procédure judiciaire aux fins d'expulsion.

##### ***Gestion des biens occupés illégalement :***

En cas d'occupation illicite au jour de la remise en gestion : L'EPF PACA diligentera, de sa propre initiative, une procédure d'expulsion et informera la commune de Venelles de l'avancée de la procédure.

En cas d'occupation illicite du bien, en cours de portage de l'opération : La commune de Venelles sera tenue d'informer immédiatement l'EPF PACA de toute occupation illicite conformément à sa qualité de gardien du bien. La commune de Venelles devra rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants dans le cadre du flagrant délit d'intrusion avec si besoin le concours de la Police Municipale.

En cas d'impossibilité d'obtenir l'expulsion par la voie du flagrant délit d'intrusion, la commune de Venelles en informera l'EPF PACA qui sollicitera un Huissier de Justice pour établir un Procès-verbal de Constat d'occupation illégale. Puis, l'EPF PACA mènera par l'intermédiaire de son conseil une procédure en référé aux fins d'expulsion.

Au jour de l'évacuation des lieux (par la voie du flagrant délit d'intrusion ou par la voie judiciaire), l'EPF PACA sera représenté par la commune de Venelles qui veillera au bon déroulement de l'opération et à la bonne exécution de l'Ordonnance de référé.

Après le départ ou l'expulsion des occupants sans droit ni titre, la commune de Venelles procédera, sans délai, à la sécurisation du bien (murage, clôture). La commune de Venelles devra, si les circonstances l'exigent, organiser le gardiennage 24H sur 24 du bien, afin d'éviter toute nouvelle occupation.

## **2. Biens occupés légalement et devenant vacants pendant le portage de l'opération :**

Les biens bâtis inoccupés pourront être démolis ou murés (sécurisés) au plus vite afin d'éviter tout risque d'occupation illégale ou d'accident.

En conséquence, la commune de Venelles informera l'EPF PACA de la libération de tout bien, et procédera dans ce cas, sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de murage, sécurisation du bien ou de la partie de bien devenue vacante et/ou de la pose de panneaux de signalétique. L'EPF PACA procédera, le cas échéant, à la démolition du bien.

Sous réserve que le bien ou partie de bien devenu (e) vacant(e) réponde aux normes en vigueur et que l'EPF PACA donne son autorisation écrite, la commune de Venelles pourra consentir sur ledit bien ou partie de bien une convention d'occupation temporaire tripartite à l'exclusion de tout autre convention.

Cette convention d'occupation temporaire tripartite dont l'EPF PACA sera le dernier signataire, ne pourra conférer au preneur ni droit au renouvellement ni droit au maintien dans les lieux.

La commune de Venelles remettra au preneur une copie de la convention dans le mois de la signature et s'assurera que le preneur a contracté les assurances conformes à son activité et à son occupation. La commune de Venelles sera en charge, comme précisé en point 1) de l'article V, de la gestion locative du bien ou partie de bien.

Dans tous les cas, dès la connaissance de faits, la commune de Venelles informera l'EPF PACA des événements particuliers et notamment de toute atteinte au bien, squat, contentieux, intervention sur le bien....

## **Article VI : GESTION TECHNIQUE, TRAVAUX ET REPARATIONS EN COURS DE PORTAGE DE L'OPERATION**

### **1. A la charge de l'EPF PACA :**

Pendant le portage de l'opération, l'EPF PACA conservera exclusivement à sa charge les grosses réparations visées à l'article 606 du Code civil, les grosses réparations relatives au clos, au couvert-et à la mise en sécurité de ses biens et, pour les biens bâtis devenant vacants, les travaux de murage ou de démolition.

En sa qualité de gardien, la commune de Venelles devra aviser immédiatement l'EPF PACA de toute réparation à la charge de ce dernier en application du paragraphe ci-dessus, dont elle sera à même de constater la nécessité.

Dans l'hypothèse où l'état des biens transférés en application de la présente convention emporterait obligation pour l'EPF PACA, en sa qualité de propriétaire, de réaliser des travaux autres que les travaux de murage ou de démolition et les travaux mentionnés dans le procès-verbal de remise en gestion, notamment en vue de mettre fin à une situation menaçant la sécurité des personnes, l'EPF PACA notifiera par écrit à la commune de Venelles la nature des travaux à mener ainsi que leur coût prévisionnel.

Au vu de cette notification, la commune de Venelles devra alors :

- soit reloger les occupants s'il y en a ;
- soit décider d'accepter ces travaux lourds dont le prix sera répercuté sur le prix de cession du bien, conformément aux dispositions du Programme Pluri-annuel d'Interventions de l'EPF PACA.

## **2. A la charge de la commune de Venelles :**

Durant le portage de l'opération, outre les obligations mentionnées ci-dessus, la commune de Venelles devra pendant toute la durée de gestion du bien assurer la conservation, l'entretien, le nettoyage, la surveillance et le gardiennage de tous les biens dont la gestion lui est remise ainsi que de ses équipements et annexes.

La commune de Venelles fera son affaire personnelle à compter de la remise en gestion, de la continuation ou de la résiliation de tous traités ou abonnements relatifs à l'eau, au gaz, à l'électricité et autres fournitures s'il y a lieu qui ont été contractés relativement aux biens transférés.

La commune de Venelles se chargera éventuellement de la dépose des compteurs (À consigner dans le procès-verbal de remise en gestion).

La commune de Venelles veillera à la sécurité des immeubles et des personnes, au maintien de l'ordre et au respect des lois et règlements.

La commune de Venelles passe à cet effet tous les contrats (ligne de téléphone, chaudière, gaz) nécessaires à l'entretien des immeubles.

La commune de Venelles assure à sa seule diligence les travaux d'entretien courant (Débroussaillage et curage notamment) et les réparations des biens transférés ainsi que de leurs équipements.

De manière exceptionnelle, la commune de Venelles pourra avoir à sa charge, d'un commun accord avec l'EPF PACA, des travaux de gros œuvre, dératissage et désinsectisation (À consigner dans le procès-verbal de remise en gestion).

## **Article VII : DISPOSITIONS FINANCIERES**

La commune de Venelles encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc....., à l'exclusion des biens dont les baux (essentiellement baux commerciaux) sont juridiquement gérés par l'EPF PACA).

La commune de Venelles supportera également la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété). A ce titre, la commune de Venelles représentera l'EPF PACA aux assemblées générales des copropriétaires.

## **Article VIII : TAXES ET IMPOTS**

L'EPF PACA acquittera uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant.

La commune de Venelles acquittera les impôts, taxes et cotisations diverses liés à l'usage des biens (taxe d'enlèvement des ordures ménagères, taxe d'arrosage ...).

## **Article IX : ASSURANCES**

**Assurances de l'EPF PACA :**

Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_579- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017
---

En sa qualité de propriétaire, l'EPF PACA assure les biens acquis au titre de la présente convention dans le cadre de contrats globaux souscrits auprès de ses assureurs.

Ces contrats garantissent les immeubles contre les événements suivants :

Incendie et événements naturels, dégâts des eaux, détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, bris de glaces, catastrophes naturelles, attentats.

**Assurances de la commune de Venelles :**

La commune de Venelles gestionnaire est garante des obligations d'assurance.

La commune de Venelles devra vérifier que les occupants sont personnellement assurés pour leurs biens propres et pour les risques locatifs et d'exploitation (incendie, dégâts des eaux, vol, recours des voisins et des tiers, responsabilité civile locative) à compter du premier jour d'occupation et jusqu'au terme de cette occupation.

La commune de Venelles déclarera à sa propre assurance les biens de l'EPF PACA qu'elle a en gestion : Responsabilité civile locative (lots de copropriété ou immeuble entier et tout type de bien géré pour le compte du propriétaire), responsabilité civile en sa qualité de gardien des biens.

**Article X : VISITE-CONTROLE-INFORMATION**

La commune de Venelles procédera à une visite périodique du bien, si possible une fois par trimestre, et après chaque événement climatique exceptionnel.

La commune de Venelles informera l'EPF PACA de tout accident, incident, dysfonctionnement, litige, mise en demeure ou injonction de l'Administration relatifs aux biens qu'elle gère appartenant à l'EPF PACA.

D'une manière générale, La commune de Venelles devra, pendant toute la durée de la gestion, faire preuve d'une grande vigilance et tenir l'EPF PACA informé de la situation technique et locative de tout bien transféré.

A cet effet, la commune de Venelles désignera auprès de ses Services un interlocuteur chargé de la gestion locative et un interlocuteur chargé de la gestion technique et en informera l'EPF PACA.

Préalablement à la **cession** d'un bien, l'EPF PACA demandera à La commune de Venelles de lui fournir un rapport dans lequel est indiqué l'occupation dudit bien ainsi que l'état technique de ce dernier avant la vente (document type : rapport annuel joint à chaque remise en gestion).

## Annexe n°3 - Modalités de reprise des dépenses au titre de la précédente convention

## ETAT DES DEPENSES AU TITRE DE LA CONVENTION DE VEILLE ACTIVE ET DE MAITRISE FONCIERE EN VUE DE LA REALISATION DE PROGRAMMES D'HABITAT MIXTE SUR LA COMMUNE DE VENELLES

Etat de la convention au 28/09/2017

## Dépenses constatées

Date comptable	Affaire	Operation	Compte	Objet	Montant en DC	Tiers	Raison sociale du tiers	Axe 2	
20/02/2006	CF135082	13VNL06	6011153	Frais accessoires - Portage	COPIES ARRETES PRE ZAD ITER	57,44	95	IMAGE SARL-FRANCE DOCUMENT	
02/10/2008	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	RESERVES FONCIERES	1 437,15	1308	CABINET COUDRAY	
23/10/2008	CF135082	13VNL06	601113	Frais d'études - Portage	Avis géologique ZAD Font Trompettes Venelles	1 184,04	1248	SOL ESSAIS	
23/10/2008	CF135082	13VNL06	601113	Frais d'études - Portage	Tranche ferme Font Trompette Venelles	12 247,04	315	OPSIA MEDITERRANEE	
07/05/2009	CF135082	13VNL06	601113	Frais d'études - Portage	Relève sondages Font Trompette Venelles	1 794,00	315	OPSIA MEDITERRANEE	
02/09/2009	CF135082	13VNL06	601113	Frais d'études - Portage	FONT TROMPETTE - COMMUNE DE VENELLES	4 724,20	1609	IPSEAU	
25/09/2009	CF135082	13VNL06	6011143	Autres Travaux - Portage	VENELLES ZAD FONT TROMPETTE - 3eme JOURNEE SONDAGE	956,00	1248	SOL ESSAIS	
25/09/2009	CF135082	13VNL06	6011143	Autres Travaux - Portage	VENELLES FONT TROMPETTE - SONDAGE VACAT 'MISS' G11	4 186,00	1248	SOL ESSAIS	
26/05/2010	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Rec hypo ven FT trompette MV	122,00	1277	HYPOTHEQUES AIX TER BUREAU	
21/03/2012	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	VENELLES ACO AT70 INDIVISION LE HIR	745 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	742
20/09/2012	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	FRAIS LE HIR	992,93	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	742
20/09/2012	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	FRAIS LE HIR	6 940,57	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	742
31/07/2014	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	VIE MOULIN /EPF	36 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1067
31/07/2014	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	VTE MOULIN-ZEN/ EPF PACA	28 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1068
31/07/2014	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	VTE MOULIN CONTRERAS/ EPF	33 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1069
10/09/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ZEN	940,69	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1068
10/09/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ZEN	269,92	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1068
10/09/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT CONTRERAS	995,69	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1069
10/09/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT CONTRERAS	274,92	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1069
12/09/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT MOULIN	1 024,59	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1067
12/09/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT MOULIN	291,92	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1067
07/10/2014	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	ACTE LEHAUT	64 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1099
04/11/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE LEHAUT	1 321,01	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1099
04/11/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE LEHAUT	251,72	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1099
05/12/2014	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	ACTE MUSSO	950 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1125
12/12/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE MUSSO	8 630,42	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1125
12/12/2014	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE MUSSO	1 316,40	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1125
22/04/2015	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	ACTE COSTE	450 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1146
22/04/2015	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	ACTE COSTE	450 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1146
18/05/2015	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE LEHAUT	16,41	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1099
09/06/2015	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	FRAIS NOT. COSTE	1 347,58	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1146
09/06/2015	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	FRAIS NOT. COSTE	8 257,59	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1146
12/06/2015	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE MOULIN	7,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1067
12/06/2015	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE CONTRERAS	4,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1069
02/07/2015	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	ACTE JARDIN	1 300 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1222
21/07/2015	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	Acq TOUREL AT50-301 Venelles	141 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1232
31/12/2015	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Charges à rattacher 2015 20152751	55 000,00			1222
31/12/2015	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Charges à rattacher 2015 20152478	8 000,00			1232
28/09/2016	CF135082	13VNL06	60111531	Frais de gestion du patrimoine - Portage	DEBROUSSAILLAGE 13- Mission d'évaluation Technique des biens portés	52,53	67	SETFG (GIRAUD)	742
28/09/2016	CF135082	13VNL06	60111531	Frais de gestion du patrimoine - Portage	DEBROUSSAILLAGE 13- Mission d'évaluation Technique des biens portés	52,53	67	SETFG (GIRAUD)	1125
28/09/2016	CF135082	13VNL06	60111531	Frais de gestion du patrimoine - Portage	DEBROUSSAILLAGE 13- Mission d'évaluation Technique des biens portés	52,53	67	SETFG (GIRAUD)	1146
28/09/2016	CF135082	13VNL06	60111531	Frais de gestion du patrimoine - Portage	DEBROUSSAILLAGE 13- Mission d'évaluation Technique des biens portés	52,53	67	SETFG (GIRAUD)	1067
28/09/2016	CF135082	13VNL06	60111531	Frais de gestion du patrimoine - Portage	DEBROUSSAILLAGE 13- Mission d'évaluation Technique des biens portés	52,53	67	SETFG (GIRAUD)	1068
28/09/2016	CF135082	13VNL06	60111531	Frais de gestion du patrimoine - Portage	DEBROUSSAILLAGE 13- Mission d'évaluation Technique des biens portés	52,53	67	SETFG (GIRAUD)	1069
22/11/2016	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Acq TOUREL AT50-301 Venelles	52,53	67	SETFG (GIRAUD)	1099
22/11/2016	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Frais Acq JARDIN AS 13-14-15-24 Venelles	-5 657,68	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1232
15/12/2016	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Signature de acte 001469 dans Kalopée	-41 788,87	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	1222
15/12/2016	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	Signature de acte 001469 dans Kalopée	4 950,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001469
15/12/2016	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Signature de acte 001469 dans Kalopée	165 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001469
15/12/2016	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Signature de acte 001469 dans Kalopée	1 650,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001469
31/01/2017	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	1 800,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
31/01/2017	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	3 000,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
31/01/2017	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	1 800,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
31/01/2017	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	2 400,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
31/01/2017	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	1 800,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
31/01/2017	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	600,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
31/01/2017	CF135082	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	3 000,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
27/02/2017	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Signature de acte 001499 dans Kalopée	6 234,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001499
27/02/2017	CF135082	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	Signature de acte 001499 dans Kalopée	207 800,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001499
27/02/2017	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Signature de acte 001499 dans Kalopée	2 078,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001499
14/05/2017	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Signature de acte 001469 dans Kalopée	2 836,10	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001469
14/05/2017	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Signature de acte 001469 dans Kalopée	-1 468,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001469
18/09/2017	CF135082	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	F. NOT ACTE BEAUVOIS	119,23	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	001469
<b>TOTAL</b>						<b>4 670 440,32</b>			

## Dépenses provisionnelles

Date comptable	Affaire	Operation	Compte	Objet	Montant en DC	Tiers	Raison sociale du tiers	Axe 2	
201602193	Signé	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	3 000,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
201602193	Signé	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	3 000,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
201602193	Signé	13VNL06	60111532	Frais divers - Portage	Assistance à maîtrise d'ouvrage VENELLES	3 600,00	4070	VIVIANE PENET CONSEIL	
201602305	Créé	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Amiable - MOULIN PAUL FRANCIS - VENELLES	3 350,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	
201602305	Créé	13VNL06	601112	Frais d'acquisition - Portage	Amiable - MOULIN PAUL FRANCIS - VENELLES	10 050,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	
201602305	Créé	13VNL06	601111	Coût d'achat - Portage	Amiable - MOULIN PAUL FRANCIS - VENELLES	335 000,00	1055	SCP FERAUD - VOGLIMACCI	
<b>TOTAL</b>						<b>358 000,00</b>			

Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20171207-2017\_CT2\_579-DE  
Date de télétransmission : 19/12/2017  
Date de réception préfecture : 19/12/2017

Annexe n°4 - Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF PACA et remboursement des débours

**(PPI 2016-2020 approuvé par délibération du Conseil d'Administration du 20 Juillet 2015)**

1. Détermination du prix de cession :

Le prix contractuel de cession est établi conformément aux conditions générales de cession de l'EPF PACA définies dans son Programme Pluriannuel d'Interventions et dans le cadre d'un conventionnement déterminé avec la ou les collectivités concernées.

L'établissement du prix de cession se fera sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus et des dépenses susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de cession.

Les éléments constitutifs du prix de cession sont notamment les suivants :

- Le prix d'acquisition foncière majoré des frais annexes.
- Les dépenses de gestion du patrimoine, de toutes natures, supportées par l'EPF pendant la durée de portage, à l'exception des taxes foncières.
- Les dépenses de remise en état des sols comprenant travaux de démolition, dépollution ou de « proto-aménagement » c'est-à-dire de valorisation foncière (pré verdissement par exemple) ou de préparation à l'aménagement ultérieur (remembrements fonciers ou désenclavement).
- Les dépenses d'études de schéma d'organisation urbaine, d'études de pré-projets et d'études opérationnelles éventuelles.
- Les dépenses correspondants à des missions d'assistance, d'expertise ou de fourniture de service sous traitées.
- Les frais liés aux contentieux (frais de représentation en justice, dépens, indemnité...).
- Les provisions concernant les dépenses susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de cession.
- Les frais financiers, uniquement s'ils correspondent à des emprunts spécifiquement adossés au projet pendant la durée de portage.
- Les frais d'actualisation le cas échéant (cf. ci-après). A noter que les opérations qui supportent des charges financières liées à un emprunt spécifique sont exonérées de cette actualisation.

Les recettes de gestion locative perçues par l'EPF PACA ne sont pas comptabilisées en allègement des prix de cession pour couvrir les taxes foncières qu'il conserve à sa charge.

Le prix de cession, à l'issue de la période de portage, sera égal au prix tel que défini ci-dessus, diminué des subventions éventuelles perçues par l'EPF PACA pour la réalisation du projet considéré.

Pour assurer une péréquation des prix de cession notamment dans le cas de programmes mixtes pour le logement, ce calcul peut s'entendre à l'échelle d'un site ou d'un ensemble de sites issus d'une même convention.

**Modalités de calcul de l'actualisation :**

Rappelons que l'actualisation des prix de cession (qui permet de tenir compte de l'érosion monétaire) avait été supprimée pendant la première partie du PPI 2010-2015 afin de tenir compte des conséquences de la crise immobilière

**Elle a ensuite été réintroduite dans les modalités de cessions à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, sans effet rétroactif, et avec un taux uniforme de 1,5% par an.**

**Sur la période du PPI 2016-2020, l'actualisation continue d'être appliquée avec un taux uniforme de 1,5% par an.**

A noter que la délibération n°2015/52 du 16/11/15 autorise la Directrice Générale à exonérer certaines opérations de cette actualisation : il s'agit des projets à dominante habitat en renouvellement urbain ou des projets prévoyant la réalisation d'un programme à 100% Logements Locatifs Sociaux (LLS)

pour lesquels une promesse de vente ou un acte de vente serait signé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31/12/2020.

Cette actualisation sera calculée par application à chaque dépense de la formule suivante :

$$\text{Valeur finale} = \text{Valeur initiale} \times (1 + 1,5\% \times \text{années})$$

Avec :

**Valeur initiale** = montant initial de la dépense

**Valeur finale** = montant « actualisé » de la dépense

**Nombre d'années** = temps écoulé calculé au prorata temporis entre la date de paiement de la dépense (décaissement) et la date prévisionnelle de cession (date prévisionnelle acte de vente)

Pour les acquisitions réalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la date de paiement de la dépense sera fixée à cette date pour le calcul de l'actualisation.

**Taux** = cf. « Modalités de cession - PPI en vigueur » soit 1,5% par an.

Le prix de cession est établi en fonction d'une date prévisionnelle de signature de l'acte de vente (qui doit correspondre à la date de la caducité de la promesse de vente le cas échéant) et en cas de dépassement de ce délai, le prix de cession pourra être réajusté pour tenir compte de dépenses éventuelles intervenues entre le calcul du prix de cession et la signature de l'acte.

Le paiement total du prix sera assuré au moment de la cession.

La collectivité garantit le rachat des terrains si ceux-ci ne trouvent pas preneur au terme de la convention. **La collectivité s'engage dans ce cas à racheter les terrains au plus tard au terme de la convention.** Au-delà de ce délai, la collectivité versera à l'EPF, en sus du prix de cession, une indemnité de retard. Celle-ci sera calculée sur la base d'un taux annuel de 5 %, appliqué au montant global de la cession, et proportionnel au retard constaté à la signature de l'acte (*avec une franchise de 6 mois*).

Les conventions opérationnelles prévoient, à titre principal, une vente des terrains aux opérateurs qui réalisent le projet : opérateurs publics (aménagement en concession d'aménagement, bailleurs sociaux, établissements publics, etc. ...), opérateurs privés ou institution publique lorsque celle-ci est maître d'ouvrage. Les actes de cession comportent toujours des obligations sous forme de cahiers des charges correspondants aux objectifs du projet. Le choix des opérateurs et les modalités de la cession sont soumis à l'accord de la collectivité.

Dans tous les cas, les actes de cession expliciteront les conditions d'usage ultérieur des biens conformément aux objectifs de la convention et la collectivité devra approuver le bilan prévisionnel de l'opération foncière et le cahier des charges de cession des terrains.

En cas de cession partielle du site aux acquéreurs désignés par la collectivité, celle-ci s'engage à racheter les reliquats fonciers à l'EPF PACA à la valeur du prix de cession tel que décrit ci-dessus déduction faite du montant des cessions aux opérateurs.

## 2 - Paiement du prix, fin de portage financier par l'EPF PACA

La collectivité (ou toute personne morale mandataire qui s'y substituerait), rembourse la totalité du prix de cession à la signature de l'acte de vente y compris les délais légaux de mandatement.

En cas de résiliation ou de caducité de la convention avant toute acquisition, la collectivité remboursera les frais engagés par l'EPF PACA.

## 3 - Modalités de paiement

La collectivité se libérera du montant des sommes dues à l'EPF PACA par virement au crédit du compte Trésor Public de Marseille n°00001005849 au nom de l'Agent Comptable l'EPF PACA.

Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_579- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017
---

**OBJET : Aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT - AVIS -  
 Approbation de la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'EPF  
 PACA et la Commune de Venelles – Site Font Trompette**

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

**Maryse JOISSAINS MASINI**

Signé, le 12 DEC. 2017

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_579- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017
---